

GEN 1.4 ENTREE, TRANSIT ET SORTIE DES MARCHANDISES*ENTRY, TRANSIT AND DEPARTURE OF CARGO***1.4.1 REGLEMENT CONCERNANT L'IMPORTATION, LE TRANSIT ET L'EXPORTATION DES MARCHANDISES****1.4.1 REGULATION REGARDING THE IMPORT, TRANSIT AND EXPORT OF GOODS****1.4.1.1 IMPORTATIONS**

Certains produits peuvent être soumis à des restrictions spéciales d'importation.

A. Au titre des matériels de guerre, armes, munitions et matériels assimilés

L'importation d'armes, munitions et leurs éléments est régie par les articles L. 2335-1 et suivants du code de la défense et R. 2335-1 et suivants du code de la défense. Au titre de l'article R. 2335-1, l'importation des armes, munitions et leurs éléments des catégories A, B, C et des 1° et a), b), c) du 2° de la catégorie D est soumise à Autorisation d'Importation de Matériels de Guerre (AIMG).

L'arrêté du 8 juillet 2015 relatif aux dérogations à l'obligation d'obtention d'une autorisation d'importation de matériels de guerre, armes, éléments d'arme, munitions ou éléments de munition prévoit des dérogations générales à la prohibition d'importation. Ces dérogations visent à dispenser d'AIMG l'importation des armes et matériels de guerre dans certaines conditions.

Pour plus d'information, consulter le site de la DGGDI à l'adresse suivante : <http://www.douane.gouv.fr>.

B. Au titre des produits explosifs

L'importation de produits explosifs civils et militaires et d'articles pyrotechniques est soumise à Autorisation d'Importation de Produits Explosifs (AIEPE).

Pour plus d'information, consulter le site de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGGDI) à l'adresse suivante : <http://www.douane.gouv.fr>.

C. Au titre des produits susceptibles d'infliger la torture

Le règlement (CE) n°1236/2005 modifié instaure une prohibition à l'importation pour certains biens utilisés à des fins de torture ou en vue d'infliger un traitement inhumain ou dégradant. Ces biens peuvent, sous couvert d'une autorisation, être importés à des fins exclusives de présentation dans le cadre d'une exposition publique à caractère culturel. Ces biens n'ayant aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger la peine capitale ou la torture sont repris à l'annexe II du règlement.

1.4.1.1 IMPORTS

Some products can be subject to some special import restrictions.

A. Concerning war material, weapons, ammunition and assimilated items

The import of weapons, ammunition and their constituents is governed by articles L. 2335-1 and subsequent articles, and articles R. 2335-1 and subsequent articles of the Defense Code. Concerning article R. 2335-1, the import of weapons, ammunition and their constituents, of categories A, B, C and the 1° and the a), b), c) of 2° of category D is subject to an Import Authorization for War Material.

The order of 8 July 2015 on the waivers to the obligation to obtain an import authorization for war material, weapons, parts of weapons, ammunition or parts of ammunition lays down general waivers to import prohibitions. These waivers aim to import weapons and war material without an import authorization for war material under specific conditions.

For more information, consult the DGGDI website at the following address: <http://www.douane.gouv.fr>.

B. Regarding explosives

The import of civil and military explosives and pyrotechnics is subject to an Import Authorization for Explosives.

For more information, consult the DGGDI website at the following address: <http://www.douane.gouv.fr>.

C. Regarding objects which could be used to inflict torture

The amended EC regulation no.1236/2005 prohibits the import of certain type of goods used to torture or to inflict inhuman or degrading treatment. These goods can, with the appropriate authorization, be imported solely for presentation purposes during public cultural exhibitions. These goods having no other purpose than inflicting capital punishment or torture are described in appendix II of the regulation.

1.4.1.2 EXPORTATIONS**A. L'exportation des matériels de guerre**

L'exportation des armes et matériels repris à l'arrêté du 27 juin 2012 modifié relatif à la liste des matériels de guerre et matériels assimilés est soumise à Licence d'exportation de matériels de guerre (LEMG).

L'arrêté du 2 juin 2014 relatif aux dérogations à l'obligation d'obtention d'une licence d'exportation prévoit des dérogations générales à la prohibition d'exportation. Ces dérogations visent à dispenser de LEMG l'exportation des matériels de guerre dans certaines conditions.

Pour plus d'information, consulter le site de la DGGDI à l'adresse suivante : <http://www.douane.gouv.fr>.

B. L'exportation d'armes à feu dites "civiles"

Le règlement (UE) n° 258/2012 du 14 mars 2012, soumet l'exportation d'armes à feu dites « civiles » à licence d'exportation armes à feu. L'article 2 du décret n° 2014-62 du 28 janvier 2014 relatif aux exportations d'armes à feu, munitions et leurs éléments précise le type de matériels effectivement soumis à licence d'exportation d'armes à feu (LEAF).

L'article 3 du règlement pré-cité liste les exclusions du champ d'application du dispositif de LEAF.

L'article 9 du règlement pré-cité prévoit des dérogations générales à la prohibition d'exportation d'armes à feu civiles, de leurs munitions et leurs éléments. Ces dérogations visent à dispenser de LEAF l'exportation des armes à feu civiles dans certaines conditions.

C. L'exportation des produits explosifs

L'exportation des produits explosifs civils et militaires est soumise à Autorisation d'Exportation de Produits Explosifs (AEPE).

Pour plus d'information, consulter le site de la DGGDI à l'adresse suivante : <http://www.douane.gouv.fr>.

D. L'exportation des biens à double usage

Le règlement (CE) n° 428/2009 modifié définit la liste des biens considérés comme biens à double usage. L'exportation de ces biens est soumise à Licence d'exportation de biens à double usage (LBDU).

Pour plus d'information, consulter le site de la DGGDI à l'adresse suivante : <http://www.douane.gouv.fr>.

1.4.1.2 EXPORTS**A. Export of war material**

The export of weapons and material described in the amended order of 27 June 2012 on the list of war material and affiliated material is subject to a war material export license.

The order of 2 June 2014 on the waivers to the obligation to obtain an export license lays down general waivers to the export prohibition. These waivers aim to export war material without a war material export license under specific conditions.

For more information, consult the DGGDI website at the following address: <http://www.douane.gouv.fr>.

B. Export of firearms for civil use

EU regulation no.258/2012 of 14 March 2012 subjects the export of firearms destined for civil use to firearm export licenses. Article 2 of decree no.2014-62 of 28 January 2014 on the export of guns, ammunition and their constituents specifies the type of material effectively subject to a firearm export license.

Article 3 of the aforementioned regulation lists the exceptions to the field of application of this license.

Article 9 of the aforementioned regulation lays down general waivers to the export prohibition on civil firearms, their ammunition and their constituents. These waivers aim to export civil firearms without a firearm export license under specific conditions.

C. Export of explosives

The export of civil and military explosives and pyrotechnics is subject to an Export Authorization for Explosives.

For more information, consult the DGGDI website at the following address: <http://www.douane.gouv.fr>.

D. Export of dual-purpose goods

The amended EC regulation no.428/2009 defines the list of goods regarded as dual-purpose goods. The export of these goods is subject to an Export License for dual-purpose goods.

For more information, consult the DGGDI website at the following address: <http://www.douane.gouv.fr>.

E. L'exportation de biens susceptibles d'infliger la torture

Le règlement (CE) n°1236/2005 modifié instaure une prohibition à l'exportation pour certains biens utilisés à des fins de torture ou en vue d'infliger un traitement inhumain ou dégradant. Ces biens peuvent, sous couvert d'une autorisation, être exportés à des fins exclusives de présentation dans le cadre d'une exposition publique à caractère culturel. Ces biens n'ayant aucune autre utilisation pratique que celle d'infliger la peine capitale ou la torture sont repris à l'annexe II du règlement.

Par ailleurs, les biens susceptibles d'infliger la torture peuvent être exportés sous couvert d'une autorisation d'exportation. Ces biens sont repris à l'annexe III du règlement.

L'article 5 du règlement pré-cité prévoit des dérogations générales à la prohibition d'exportation des biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la torture.

Des procédures particulières existent pour les cas suivants :

- Importations et exportations d'or.

1.4.1.3 TRANSIT

Le transit est un régime douanier suspensif qui permet, sous certaines garanties, de transporter des marchandises sous sujétion douanière en suspension de tous droits, taxes et autres mesures économiques, fiscales ou douanières.

Des exclusions / restrictions au placement de marchandises sous le régime de transit sont définies par les législations communautaires et nationales. Certaines autorisations (notamment l'autorisation d'importation de matériel de guerre) ne sont toutefois jointes qu'au moment du dépôt de la déclaration d'importation.

Les procédures de transit communautaire / commun, prévues par le Code des douanes communautaire (CDC) s'appliquent selon les conditions fixées par la réglementation communautaire.

Les formalités en matière de transit diffèrent selon le statut douanier des marchandises, et le mode de transport utilisé.

Ainsi, l'article 95 du CDC prévoit la dispense de garantie pour les parcours aériens au sein du territoire douanier communautaire.

De plus, des simplifications peuvent être accordées à un opérateur en fonction du mode de transport utilisé (air, mer) ou dans le cadre de la procédure de droit commun (fiabilité et expérience de l'opérateur).

Enfin, les règles générales en matière de transit (notamment le dépôt d'une déclaration de transit informatisée par l'application douanière NSTI) s'appliquent au fret aérien transporté par la voie routière (vol camionné).

Attention :

A l'importation, à l'exportation ou au transit, certaines marchandises sont soumises à des restrictions particulières, voire à prohibition relative ou absolue.

L'importation, la détention et l'exportation de certaines marchandises, telles que les contrefaçons, par exemple, sont prohibées à titre absolu.

Pour plus d'informations sur les formalités douanières :

- visiter le site internet de la douane française (DGDDI) : recherches par mots-clés

<http://www.douane.gouv.fr>

- contacter Douane Infos Services :

Téléphone : **0811 20 44 44** (coût d'un appel local depuis un poste fixe).
Hors métropole ou depuis l'étranger : **+33 1 72 40 78 50** (coût de l'appel variable selon l'opérateur).

courriel : ids@douane.finances.gouv.fr

- contacter les Pôles d'action économiques de la DGDDI (cellules conseils aux entreprises)

adresses :

<http://www.douane.gouv.fr/articles/a11053-les-cellules-conseil-aux-entreprises>

1.4.2 AEROPORTS INTERNATIONAUX DE L'UNION (AIU)

En vertu des bases réglementaires en vigueur ⁽¹⁾, un « Aéroport International de l'Union » (AIU) est un aéroport situé sur le territoire douanier de l'Union (TDU) et habilité par les autorités douanières au trafic aérien avec des territoires situés en dehors du TDU. Tout aéroport qualifié d'AIU est habilité à recevoir des aéronefs transportant des marchandises d'un pays tiers à l'Union Européenne.

Seuls les aéroports figurant dans la liste des AIU publiée sur le site de la Commission européenne (https://taxation-customs.ec.europa.eu/business/customs-controls/travelling-air_fr) sont autorisés à recevoir des vols en transit, des vols entrant ou sortant du TDU, sous réserve de l'accomplissement des formalités douanières et fiscales requises pour les marchandises transportées.

E. Export of objects which could be used to inflict torture.

The amended EC regulation no.1236/2005 prohibits the export of certain types of goods used to torture or to inflict inhuman or degrading treatment. These goods can, with the appropriate authorization, be exported solely for presentation purposes during public cultural exhibitions. These goods having no other purpose than inflicting capital punishment or torture are described in appendix II of the regulation.

Furthermore, objects which could be used to inflict torture can be exported with an export authorization. These objects are listed in appendix III of the regulation.

Article 5 of the aforementioned regulation lays down general waivers to the export prohibition on objects that may be used to inflict torture.

There are special procedures for the following cases:

- Imports and exports of gold.

1.4.1.3 TRANSIT

Transit is a suspensive customs regime allowing, subject to certain guarantees, the transport of goods subject to customs requirements in suspension of all duties, taxes and other financial, tax or customs measures.

Exclusions / restrictions on the placement of goods under transit regime are defined by community and national legislation. Some authorisations (in particular authorisation for the import of war equipment), however, are only attached when lodging the import declaration.

The community / common transit procedures, provided for by the Community Customs Code (CC) apply according to the conditions laid down by community regulations.

Transit formalities vary depending on the customs status of the goods and the mode of transport used.

Article 95 of the CC provides for a guarantee waiver for flights within the community customs territory.

In addition, simplifications may be granted to an operator depending on the mode of transport used (air, sea) or in the framework of the common law procedure (reliability and experience of the operator).

Lastly the general rules concerning transit (in particular lodging an electronic transit declaration using the customs application NSTI) apply to air freight carried by road (trucking).

Caution:

During import, export or transit, some goods are subject to special restrictions, even relative or absolute prohibition.

Import, possession and export of some goods such as counterfeits are absolutely prohibited.

For further information on customs formalities:

- visit the French customs web site (DGDDI): search by key words

<http://www.douane.gouv.fr>

- contact Douane Infos Services:

Tel.: **0811 20 44 44** (cost of a local call from a fixed phone).

Calls from outside mainland France or abroad: **+33 1 72 40 78 50** (variable cost depending on the operator).

E-mail: ids@douane.finances.gouv.fr

- contact the DGDDI Economic Action Centres (Business Advisory Units)

addresses: <http://www.douane.gouv.fr/articles/a11053-les-cellules-conseil-aux-entreprises>

1.4.2 INTERNATIONAL UNION AIRPORT (IUA)

According to the current regulations ⁽¹⁾, an "International Union Airport" (IUA) means any airport located on Union territory which, having been so authorised by the customs authority, is approved for air traffic with territories outside of the customs territory of the Union. Any IUA qualified airport is authorised to receive ACFT carrying goods from third countries to the Union.

Only airports appearing in the list of IUA published on the website of European Commission (https://taxation-customs.ec.europa.eu/business/customs-controls/travelling-air_en) are authorized to receive transit flights, flights entering or leaving the customs territory of the EU, subject to the completion of the customs and tax formalities required for the goods transported.

La qualification AIU est obligatoire pour le trafic de l'ensemble des marchandises tierces, pourvues d'un caractère commercial ou non, incluant le fret cargo, le fret express ainsi que les bagages à main accompagnés ou de soute, soumises à formalités douanières et fiscales.

La mise à jour de la liste des AIU est établie par la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) en fonction des évolutions du trafic international. Tout aéroport civil ou militaire souhaitant développer sur sa plateforme un trafic de marchandises avec des pays tiers, que ce trafic soit régulier ou temporaire, qu'il s'agisse d'un trafic de fret (fret cargo, fret express) ou de personnes (bagages à main accompagnés ou de soute), doit prendre contact avec les services locaux des douanes afin de solliciter la qualification d'Aéroport International de l'Union (AIU) et de définir les modalités d'information du service concernant l'arrivée des vols.

The IUA qualification is mandatory for the traffic of all goods from third countries to the Union, whether they are commercial or not, including cargo freight, express freight as well as accompanied hand luggage or hold luggage subject to customs formalities and tax.

The list of IUAs is updated by the General Directorate of Customs according to the evolution of international traffic. Any civil or military airport wishing to develop goods traffic with third countries on its platform must contact local customs services in order to apply for International Union Airport (IUA) status and to define the terms and conditions for informing the service about the arrival of flights. This request is mandatory, whether the airport's traffic is regular or temporary, whether it is freight traffic (cargo freight, express freight) or people traffic (accompanied hand luggage or hold luggage).

Provenance des vols <i>Origin of the flights</i>	Réglementation relative aux personnes (PPF : Point de Passage Frontalier) <i>People regulations</i> (BCP : Border Crossing Point)	Réglementation relative aux marchandises (AIU : Aéroport International de l'Union) <i>Merchandise regulations</i> (IUA : International Union Airport)
Vols en provenance de pays tiers au Territoire Douanier de l'Union (TDU) mais internes à l'espace Schengen (Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse) <i>Flights from third countries to the customs territory of the EU but internal to the Schengen area</i> (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland)	L'aéroport n'a pas l'obligation d'être PPF car les vols sont intra-Schengen <i>The airport is not required to be BCP because flights are intra-Schengen</i>	La qualification d'AIU est obligatoire afin de permettre l'entrée sur le TDU des marchandises tierces <i>IUA qualification is mandatory in order to allow third-party goods to enter the customs territory of the EU</i>
Vols en provenance de pays tiers au TDU et extérieurs à l'espace Schengen <i>Flights from countries outside the customs territory of the EU and outside the Schengen area</i>	Qualification PPF obligatoire afin de permettre l'entrée des personnes dans l'espace Schengen <i>BCP qualification is mandatory in order to allow people to enter the Schengen area</i>	La qualification d'AIU est obligatoire afin de permettre l'entrée sur le TDU des marchandises tierces <i>IUA qualification is mandatory in order to allow third-party goods to enter the customs territory of the EU</i>
Vols internes au TDU mais extérieurs à l'espace Schengen (Bulgarie, Chypre, Croatie, Irlande, Roumanie) <i>Flights within the customs territory of the EU but outside the Schengen area</i> (Bulgaria, Cyprus, Croatia, Ireland, Romania)	Qualification PPF obligatoire afin de permettre l'entrée des personnes dans l'espace Schengen <i>BCP qualification is mandatory in order to allow people to enter the Schengen area</i>	La qualification d'AIU n'est pas obligatoire car le vol est interne au TDU Cependant, en vertu de l'article 18 de l'arrêté du 24 octobre 2017, la qualification d'AIU permet au pilote et aux membres d'équipage d'un aéronef en provenance d'un pays membre du TDU mais extérieur à l'espace Schengen de bénéficier d'une dérogation aux contrôles aux frontières extérieures (donc d'atterrir sur un AIU n'ayant pas la qualité de PPF) <i>IUA qualification is not mandatory because the flight is internal to the customs territory of the EU</i> However, under Article 18 of the Order of 24 October 2017, the AIU qualification allows the pilot and crew members of an ACFT coming from an EU Member State but located outside the Schengen airspace to benefit from a derogation from external border controls (thus to land on an AIU which does not have the PPF status)

(1) Voir l'article 45 du règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions du règlement (UE) n°952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union ; voir également l'arrêté du 24 octobre 2017 relatif au franchissement des frontières par les personnes et les marchandises sur les aéroports.

(1) See Articles 1, 37 to 45 of commission implementing regulation (EU) 2015/2447 of 24 November 2015 laying down detailed rules for implementing certain provisions of Regulation (EU) No 952/2013 of the European Parliament and of the Council laying down the Union Customs Code ; see also Order of 24 October 2017 on the crossing of borders by persons and goods on aerodromes.

PAGE LAISSEE INTENTIONNELLEMENT VIDE / Page intentionally left blank